

Christian Couturier
SNEP



Table Ronde
Vers quels programmes en EPS ?

Tout le monde connaît aujourd'hui les différences d'appréciation sur les programmes entre l'inspection pédagogique et le SNEP. Alain Hébrard étant présent (je tiens à le remercier ici au nom du SNEP) et ayant donné son point de vue, nous n'allons pas biaiser avec le problème qu'il faut continuer à élucider. Certains aiment bien mettre cela en scène et dramatiser, souvent pour faire passer leur propre point de vue. Pour nous ces controverses sont normales : les programmes cristallisent les divergences sur la conception de la discipline, ou au moins sur ce qu'il faudrait faire ou pas en EPS. Avant la discipline bataillait sur les courants... aujourd'hui c'est plus complexe et multiforme et ça se traduit dans les programmes. Il est donc normal que des divergences s'expriment entre les organisations professionnelles, l'institution politique ou pédagogique puisqu'on ne parle pas du même point de vue. J'irais même plus loin en disant que non seulement ces controverses sont importantes, mais en plus elles ont été et elles continuent à être le moteur de la réflexion et parfois des progrès de la discipline. Je crois vraiment que c'est parce qu'il y a eu de tous temps des débats que la discipline a pu évoluer sur le plan institutionnel.

Il n'est pas évident de comprendre pourquoi le SNEP s'investi autant sur ce sujet alors que chacun pense tout bas que les programmes n'ont aucun impact sur les pratiques professionnelles. On peut rapidement répondre que c'est parce qu'ils servent de référence et parfois même de contenu de formation pour les étudiants qui se destinent à être enseignants. Et de plus ils sont devenus pour nombre d'IPR la doctrine à faire passer auprès de la profession, le point d'appui de l'inspection... D'où le fait que l'on ne peut, en tant que syndicat disciplinaire, minimiser le débat à leur propos. Plus globalement, puisque les programmes ont également une fonction « externe », il en va de la crédibilité de la discipline et de l'affichage de ses ambitions politiques (quel parti pris par exemple sur l'ambition de la réussite de tous ?)

Un programme « light » ?

Je vais prendre le contre-pied de la position définie par Alain Hébrard qui souhaite que l'on s'oriente encore plus vers des programmes « lights », dont la seule fonction importante serait de faire comprendre aux partenaires de l'EN (recteurs, ministres, parents...) ce qu'est l'éducation physique. D'abord il me semble que les apparences sont trompeuses. Les programmes collèges de 96 tiennent sur quelques pages, les programmes pour le primaire également. Seuls les programmes pour les lycées paraissent volumineux, mais il ne faut pas oublier qu'ils comprennent en même temps les programmes de l'option facultative et de l'enseignement de détermination. Donc alléger encore risque de vider totalement les programmes de tout contenu pour les remplir de généralités. C'est cohérent

avec l'idée que les programmes ne servent à rien, mais pas avec la fonction des programmes depuis la mise en place du CNP, qui consiste à fixer ce qui doit être acquis à tel ou tel niveau de la scolarité. Vidés de leur substance, ils ne pourront pas servir de contrat social entre la société, les élèves et les enseignants chargés de les former, ils ne créeront aucune dynamique professionnelle pour avancer sur les contenus disciplinaires, ils laisseront aux évaluations le soin de régler ce que l'on doit apprendre.

Partir des préoccupations professionnelles

Quelles sont les interrogations de la profession qui méritent d'être prises en compte dans les programmes ? Si l'on regarde les problèmes d'aujourd'hui et les préoccupations qui s'expriment dans ce forum, on voit qu'ils portent sur les 2 extrêmes de l'écriture des programmes : d'une part une interrogation sur les finalités de la discipline, ou ses objectifs généraux, et d'autre part sur les acquisitions concrètes à viser pour tous (et j'insiste sur : acquisitions **concrètes** et, **pour tous**). La fréquentation des tables rondes sur la santé et sur les acquisitions en fin de scolarité montre bien cette sensibilité professionnelle. Or c'est justement sur ces deux aspects que les programmes font l'impasse : d'un côté on considère que le travail sur les objectifs de la discipline est inutile et consensuel et de l'autre que le travail sur les acquisitions est impossible à faire : trop de disparités ou de désaccords.

Nous pensons au contraire qu'il s'agit de points aveugles de la discipline.

Le constat a été largement fait que les finalités, ou objectifs généraux de l'EPS... (voir en particulier les travaux de Cogérino, et le précédent colloque du SNEP) ont un statut plutôt décoratif. Tout le monde les affiche, mais en fait on ne les retrouve pas dans les pratiques quotidiennes. Pourquoi ? Quels sont les problèmes ou les obstacles ? Est-ce qu'ils ou elles sont en décalage avec les préoccupations du moment ? Peut-on vraiment se dispenser en tant que discipline de s'assurer que l'on contribue bien à ces visées ? Il doit y avoir un champ de réflexions et de propositions pour faire progresser la discipline de ce point de vue là, y compris en posant la question d'une refonte totale ou partielle : les temps changent, la société change, l'école change... Et nous avons vu dans la table ronde « santé » que ça devenait urgent. Que disent les programmes là-dessus ? Quels choix faire prioritairement ? Comment les faire ? Pas de réponse.

Autre sujet, à l'autre bout de la chaîne comme je l'ai dit, celui des acquisitions en fin de scolarité (ou fin de cycle). On ne peut évoquer la nécessité de définir une culture commune (je parle du niveau collège essentiellement) sans définir à un moment où un autre ce qui doit être acquis par tous : ça fixe des repères qui permettent d'organiser l'enseignement. Evidemment c'est un sujet qui oppose, qui crée du débat parce qu'il faut faire des choix parfois douloureux, mais pouvons-nous vraiment y échapper ? A force de ne faire aucun choix, on laisse apparaître une EPS inconsistante et générale, dont la pertinence ne repose que sur la qualité et la professionnalité de ses enseignants. Du coup, sur quoi travaillent réellement les programmes ? Qu'apportent-ils à la discipline ? Qu'apportent-ils aux enseignants ?

Quelle identité ?

Aujourd'hui, c'est notre conviction et le coeur de nos critiques, le travail principal sur les programmes, (et tous les groupes institutionnels qui se sont succédés dans cette tâche ont eu spontanément le même travers) se centrent sur ce que l'on pourrait appeler un « entre-deux », une zone intermédiaire entre les objectifs généraux et les acquisitions concrètes (qui fixent les bornes, mais pas le contenu, de la culture commune que l'on doit dispenser à chacun). Nous pensons que cette tendance lourde est une impasse. Au mieux, elle est inutile. Je vais en donner quelques raisons.

- Quand on regarde de près ce qui s'est produit depuis les domaines d'action (première expérience du genre dans le cadre de programmes), jusqu'aux « expériences motrices fondamentales » (propositions pour de nouveaux programmes collège), en passant pas les composantes culturelles, on s'aperçoit que l'on a fabriqué des objets « hybrides », qui n'ont aucune assise scientifique, professionnelle, pédagogique, didactique... Il s'agit de classements

ou de regroupements qui n'ont pas les mêmes critères : on y trouve pêle-mêle les ressources, l'environnement, les intentions, l'adaptation... Il me semble alors hasardeux, pour ne pas dire suicidaire, de faire reposer l'identité de la discipline sur un tel bric-à-brac. Ce n'est pas sérieux. Or malheureusement dans le contexte actuel, cette orientation reste la seule valide aux yeux de l'inspection, Alain Hébrard vient de le rappeler. J'y vois une sorte de recherche un peu désespérée de ce que fonderait (enfin ?) l'EPS et lui donnerait une cohérence. Illusoire car en l'absence d'un mode d'analyse et d'entrée clairement explicite, ces « OCNI » (objets classant non identifiés) ne font que produire une juxtaposition (de domaines, de compétences...) qui ne donnent pas plus de repères sur l'identité de l'EPS. Philippe Meirieu dans un colloque à Lyon l'an dernier nous a exhorté à arrêter de nous poser des questions sur notre identité « L'identité ne fait problème qu'à ceux qui en ont une... donc vous n'avez pas besoin d'ergoter sans cesse sur votre identité ! En revanche vous devez faire des propositions concrètes, précises, argumentées... ». Quelle est cette identité ? Tout simplement la rencontre d'une culture (corporelle, sportive, artistique...), d'un patrimoine vivant, et d'une volonté de la faire partager à tous (la fonction et les objectifs de l'école). Voilà notre spécificité, notre légitimité, notre identité.

- Alain Hébrard revient rapidement sur l'ambition structuraliste qui se cacherait derrière la volonté de « dégager des structures communes » pour réduire la diversité des contenus. C'est un problème scientifique sérieux. Il faut donc le traiter sérieusement. Un groupe, fut-il dénommé d'experts, ne peut seul s'attaquer à cette question sans justement un travail de nature scientifique. Car il faut pouvoir administrer la preuve que « le type d'expérience qui amène l'élève à produire une performance mesurée en rapport avec le temps et l'espace, dans un environnement physique connu et constant » (relecture des programmes collèges) constitue bien une « structure ». De plus l'idée de structure dans le cas présent serait détournée de son sens, qui est à l'origine une façon de produire de l'intelligibilité, pour devenir un mode de classement ou de réduction de la diversité. Car c'est finalement à cette seule fonction que répond sur le plan pratique ces propositions : faire des groupes de « quelque chose » de mal identifié. Tout ceci pose un double problème : si on l'on fait jouer à ces formulations le rôle d'identité disciplinaire, je persiste à penser que nous construisons un édifice sur des sables mouvants, car il y a trop de choses non stabilisées : est-ce que c'est l'expérience qui amène à produire... ou la production qui crée de l'expérience ? S'il existe des performances que l'ont qualifie de « mesurée » c'est qu'il en existe d'autres « non mesurée » ? Quelles sont-elles ? Pourquoi ne la retrouve t-on pas dans une autre classement. Peut-il y avoir une expérience qui ne soit pas en rapport avec le temps et l'espace ? C'est quoi un environnement physique connu et constant ? (est-ce que les perchistes par exemple peuvent parler d'environnement constant ?). Et évidemment sur le plan pratique il y a un tas de problèmes qui s'enchaînent ? Est-ce que l'escalade sur SAE ne doit pas être dans cette catégorie et non dans celle qui postule une « adaptation des déplacements... » ?

Je pourrais allonger la liste des questions qui ne manquent pas de se poser, et des contradictions qui surgissent à chaque fois. Nous ne sommes pas hostiles à ces réflexions, mais alors il faut les poser sérieusement, prendre le temps de convoquer l'ensemble des composantes de la « communauté » EPS, et ne pas bâtir à la va-vite, et souvent sans discussion possible comme ça été le cas pour la relecture des programmes collèges avec le nouveau dogme des « expériences motrices fondamentales », des choses qui sont censées engager la discipline pour quelques années. D'autant que cela produit un effet pervers non négligeable à nos yeux. A partir du moment où l'on « case » une APSA dans une expérience ainsi définie, le risque serait pour l'enseignant et son équipe d'éviter de réfléchir aux enjeux éducatifs de telle ou telle pratique inscrite dans le projet. C'est pourtant ce qui constitue justement le cœur du métier.

Quelle méthode

Il y a une deuxième zone de controverses, c'est sur la méthode. Je pense que nous ne sortirons pas des tiraillements actuels si l'on n'adopte pas collectivement un certain nombre de règles et de principes de fonctionnement :

- S'inscrire dans un processus long et régulier. Nous ne pouvons être constamment sous l'injonction d'un ministre, ou les lubies de telle ou telle personne, et le plus souvent dans une crise temporelle ou l'argument « faire partie du train » devient le seul valide. Nous avons des programmes actuellement pour l'ensemble du cursus scolaire. Nous ne sommes pas nus sur le plan institutionnel. Prenons le temps nécessaire.

- Ensuite je pense que la question du bilan est déterminante. On nous propose une relecture des programmes pour le collège sans qu'à un seul moment on ait une image de ce que produit l'EPS à grande échelle, ce qu'il faudrait réorienter... On demande depuis longtemps qu'avant toute modification de texte institutionnel, on justifie sur la base d'un réel (et pluraliste) travail d'analyse, les modifications proposées.

- Troisième point : comment convoquer aujourd'hui l'activité professionnelle pour qu'il n'y ait pas un décalage trop important entre ce que des programmes peuvent mettre en perspective et ce que les professionnels ont construit laborieusement. Cette question est évidemment problématique et difficile à résoudre, mais avec un minimum de bon sens on devrait y arriver. Aujourd'hui malheureusement quand il s'agit de s'attaquer aux programmes, on considère assez facilement que l'on peut se passer de certaines choses : on va pas travailler avec le SNEP parce qu'il est toujours contre et que ce n'est pas son rôle, les enseignants en général, c'est trop compliqué ou trop lourd à gérer. Reste quelques « experts » désignés et qui sont la plupart du temps, ce qui semble logique, tous plus ou moins dans le même mouvement d'idées. Un texte est alors élaboré, et une fois qu'il est pratiquement abouti, on le soumet à une consultation dite formelle. Elle porte bien son nom car à ce moment il est trop tard pour changer de logique... sauf si le SNEP décide de mettre les pieds dans le plat pour servir de contre-pouvoir pédagogique. Ce n'est pas une question de leadership sur la discipline comme on le dit souvent. C'est un problème de démocratie « fonctionnelle ». Alain Boissinot, Inspecteur Général, a fait un rapport en 2000 intitulé « l'élaboration et l'accompagnement des programmes ». Il brosse un certain nombre de pistes intéressantes sur la gouvernance de ces opérations.

Le prof et les programmes

Des programmes utiles pour reprendre les termes de Denis Pasco devraient mettre en perspective une culture commune, des normes, des repères communs qui permettent à chacun de se dire : c'est ça que je dois viser ! Est-ce qu'on fait entrer tout le monde dans une culture commune ? C'est un défi des programmes. Jusqu'à présent, on a quasiment une éducation physique par prof ! Tout simplement parce que l'un va dire, en gym il faut que mes gamins sachent tous faire un ATR, excusez cet exemple qui a déjà été développé par Serge Reitchess notamment hier, et l'autre va dire non, moi ce qui m'importe c'est qu'ils sachent faire un enchaînement de trois éléments, même sans aucune difficulté. Dans ces deux cas, est-ce que les jeunes ont la même formation, la même « expérience », les mêmes pouvoirs ? Il est probable que non. On voit alors que de mettre une pratique (gym) dans une case (compétence culturelle ou autre) ne suffit pas. C'est même loin d'être l'essentiel du problème. Actuellement la culture commune en EPS consiste à dire au collège : il faut passer par les 8 groupes d'APSA. Avec la relecture des programmes c'était : il faut passer par les 4 expériences. Ça a le goût de la culture commune, l'odeur de la culture commune, mais en fait c'est du canada-dry.

Chacun reste avec ses interrogations, et nous avons vu lors de la table ronde sur « quelles acquisitions ? » que là se situe le nœud du problème et c'est justement là que les programmes ne disent rien.

Une autre interrogation, qui va de pair avec celle de la culture commune, c'est l'affichage de la réussite de tous.

En cela un programme est aussi un projet politique : faire réussir tout le monde, qu'est-ce que cela veut dire ? Mais pour répondre à la question, il faut pouvoir dire : réussir à quoi ? C'est ce que

devraient préciser les programmes. Ou alors il faut dire clairement que nous faisons le choix de ne pas avoir de programmes « comme les autres », et nous en tenir à l'héritage des Instructions officielles.

Si je résume les quelques interrogations que je viens de lister, et que je les formule en terme de demandes envers l'institution, nous pourrions nous attacher à :

- Définir ensemble une méthode de travail qui nous évite à l'avenir les problèmes maintenant récurrents d'incompréhensions mutuelles. L'alternative est simple, ou bien c'est l'intérêt majeur de la discipline qui domine, ou bien c'est autre chose. Pour notre part c'est clair : nous sommes le syndicat de l'éducation physique
- Travailler ou retravailler plusieurs thèmes :
 - o La question du patrimoine, son analyse, ses fondements, comment catégoriser... qui doit faire l'objet d'un traitement nouveau et ambitieux. On ne s'en sortira pas en laissant ça de côté.
 - o La question des objectifs de la discipline (développement des ressources, entrée dans culture, gestion de la vie physique) : ne faut-il pas aujourd'hui les revoir, les travailler, les repenser pour qu'ils prennent une consistance plus importante dans l'enseignement au quotidien.
 - o La question des temps d'apprentissages, repensés dans une nouvelle articulation entre polyvalence et approfondissement. Comment mener de front la visée d'un niveau de compétences élevé dans un certain nombre d'APSA et l'ouverture sur la pluralité culturelle.
 - o Pouvons-nous, là encore en prenant appui sur l'affluence de monde à la table ronde sur la mixité, laisser de côté la question des filles et des garçons en EPS ?
 - o Proposer par APSA les éléments « clé » (quelle que soit la formulation compétences, connaissance...) qui marque les étapes dans l'apprentissage et l'acquisition de réels pouvoirs.
 - o De réfléchir et élucider ce que l'on entend par « une entrée critique » dans la culture des APSA
 - o D'établir des priorités (par âge, par classe, par niveau...)

Nous avons déjà écrit tout cela, nous l'avons déjà dit. Nous sommes peu entendus. Pourtant nous considérons qu'il y a du pain sur la planche pour que nos programmes soient vraiment des programmes.

Nous prenons la question des programmes au sérieux, et c'est par souci de sérieux que nous critiquons le travail actuel exclusivement centrés sur cette fameuse zone intermédiaire, des domaines jusqu'aux expériences motrices fondamentale qui deviennent la pierre philosophale de l'EPS, censée transformer le plomb en or c'est-à-dire, pour ce qui nous concerne, une pratique d'enseignement en réelle discipline scolaire. Pour nous, j'ai essayé de le dire, ça passe par bien d'autres choses. Et puisque qu'Alain Hébrard reprend l'idée de « matrice disciplinaire » de Develay, je voudrais le citer également lorsqu'il dit que « le choix d'une matrice disciplinaire renvoie, de surcroît, à un choix idéologique rarement explicité au fond » (*De l'apprentissage à l'enseignement*). Que les groupes d'experts à venir commencent par faire ce travail d'explicitation, et qu'ensuite il soit mis en débat !